

Table des matières

Remerciements	5
Sommaire	7

1. Filiation 2.0

Méthode de résolution en droit de la filiation incluant la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, la loi sur la comaternité, la pratique de la GPA et les nouvelles formes de coparentalité	9
---	---

Nathalie Massager

Avocat au Barreau de Bruxelles,

Professeur à l'ULB – Unité de droit familial

Section 1. Les modes d'établissement de la filiation d'un enfant issu de parents de sexes différents	12
Section 2. Le double principe de subsidiarité	12
§1. Dans le mariage la paternité résulte de la maternité.....	12
§2. La hiérarchie des modes d'établissement de la filiation.....	13
Section 3. La désactivation de la présomption de paternité	15
§1. Champ d'application de la présomption de paternité	15
§2. Désactivation de la présomption de paternité.....	17
Section 4. La méthode de résolution des litiges	19
§1. Première étape : le droit international privé	19
I. Juridictions compétentes	20
II. Loi applicable	20
III. Mécanismes d'évitement.....	21
A. L'exception d'ordre public international	21
B. La clause d'exception.....	22

TABLE DES MATIÈRES

§2. Seconde étape : la qualité pour agir	23
I. Action 2-en-1 du père biologique	25
II. Action de l'enfant dès ses 12 ans : action imprescriptible.....	25
III. Délais de prescription prenant cours à des moments différents selon le demandeur.....	26
IV. Preuve d'un vice de consentement comme condition de recevabilité ...	27
§3. Troisième étape : le délai pour agir	27
I. Constitutionnalité des délais.....	27
II. Concernant le point de départ du délai pour agir dans les actions en contestation	29
A. Principe du déclenchement différé et exceptions	29
B. Point de départ du délai : « moment de la découverte ».....	30
§4. Quatrième étape : les fins de non-recevoir.....	32
I. La possession d'état	32
II. Le vice de consentement	35
III. L'inceste.....	36
§5. Cinquième étape : le fondement.....	36
§6. Sixième étape : la balance des intérêts.....	40
I. Pas de limite liée à l'âge de l'enfant.....	40
II. Pas de limite au pouvoir d'appréciation du juge	41
Section 5. Les quatre principales actions judiciaires	48
§1. Action en contestation de la paternité du mari.....	48
§2. Action en autorisation de reconnaissance de paternité.....	49
§3. Action en annulation d'une reconnaissance de paternité mensongère.....	50
§4. Action en recherche de paternité.....	51
Section 6. Les modes d'établissement de la filiation d'un enfant issu de parents de même sexe	52
§1. La comaternité	52
§2. La copaternité.....	55
Section 7. La gestation pour autrui (GPA)	56
§1. GPA médicalisée ou non	56
§2. Absence de cadre légal spécifique.....	58
§3. Filiation de l'enfant né d'une GPA en droit interne.....	59

TABLE DES MATIÈRES

I. Accouchement avec indication du nom de la gestatrice dans l'acte de naissance	59
II. Accouchement « sous X »	61
§4. Filiation de l'enfant né d'une GPA pratiquée à l'étranger.....	62
Section 8. Uniparenté et Coparentalité.....	63
§1. Uniparenté.....	63
I. Uniparenté sans PMA.....	63
II. Uniparenté avec PMA : la mère parent unique.....	64
III. Uniparenté avec GPA : le père parent unique	65
§2. Coparentalité	65
Conclusion. « La filiation pour tous »	67

2. La pension alimentaire après divorce pour désunion irrémédiable : tentative de synthèse de dix années d'application de la loi du 27 avril 2007..... 69

Didier Carré

Avocat au barreau de Bruxelles (www.galluslex.be)

Collaborateur scientifique de l'Unité de droit familial du Centre de droit privé de l'Université Libre de Bruxelles

Introduction.....	70
Section 1. La polysémie des termes « état de besoin »	71
§1. Évolution de la jurisprudence	71
§2. Les arrêts de 2014.....	74
§3. La mort du concept d'état de besoin « relatif » ?	76
Section 2. Le droit à la pension après divorce (301, § 2, C. civ.).....	78
Section 3. L'exception de faute grave	80
§1. Principes et définition.....	80
§2. Exemples tirés de la jurisprudence	82
§3. Administration de la preuve	84
§4. Décision intervenant à titre déclaratoire	85
Section 4. L'état de besoin volontaire et non justifié par les besoins de la famille	87
Section 5. Le quantum de la pension.....	88

TABLE DES MATIÈRES

§1. Principes applicables	88
§2. Détermination concrète du montant de la pension	89
I. Ressources et capacités des parties.....	90
II. Dégradation significative de la situation économique du bénéficiaire ...	91
III. Indexation.....	94
Section 6. Pension provisionnelle	94
Section 7. La durée de la pension	95
§1. Point de départ	95
§2. Prolongation en cas de circonstances exceptionnelles.....	96
Section 8. Incidence de la liquidation-partage	97
Section 9. La révision de la pension.....	98
Section 10. La capitalisation.....	99
Section 11. La renonciation anticipée	99
Section 12. La fin de la pension	100
Section 13. Synthèse – proposition d’un schéma de raisonnement	100

**3. Le Tribunal de la famille à l’épreuve de sa pratique –
Chronique de jurisprudence.....** 105

Jim Sauvage

Avocat au Barreau de Bruxelles,

Assistant-doctorant à l’ULB – Unité de droit familial

Section 1. Compétence matérielle et territoriale	107
§1. Compétence matérielle	107
§2. Compétence territoriale	112
Section 2. Urgences réputée et invoquée	120
Section 3. Saisine permanente	123
Section 4. Comparution personnelle et défaut.....	128
Section 5. Appel immédiat et effet dévolutif.....	133
Section 6. Droit transitoire	138
Section 7. Divers	140
Conclusions.....	143

4. Comment mettre à néant un testament parfaitement valable ? La mise à néant, totale ou partielle, d'un testament en raison d'un fait postérieur à sa rédaction 145

Laurent Sterckx

Avocat au Barreau de Bruxelles

Codirecteur de la Revue du notariat belge

Alexandra Demortier

Avocat au Barreau de Bruxelles

Assistante à l'UCL – Centre de droit de la famille et de son patrimoine

Introduction	146
Section 1. La révocation	147
§1. La révocation expresse.....	147
§2. La révocation tacite.....	148
I. Rédaction d'un nouveau testament.....	148
II. Aliénation de la chose léguée.....	149
A. Principes.....	149
B. Effets de l'annulation de l'aliénation.....	149
III. Destruction du testament.....	151
IV. Hypothèses limitatives ?.....	152
§3. Effets de la révocation.....	153
Section 2. La résolution	155
§1. Le legs sous condition résolutoire.....	156
I. Principes.....	156
II. Nature de la condition.....	157
III. Effets.....	159
§2. L'ingratitude.....	160
I. Principes.....	160
II. Effets.....	161
III. Délais d'action.....	162
IV. Actes constitutifs d'ingratitude.....	164
§3. L'inexécution des charges.....	166
I. Nature de la charge.....	166

TABLE DES MATIÈRES

II. Effets.....	167
III. Mécanismes présentant des similitudes avec le legs grevé d'une charge.....	169
A. La charge imposée aux héritiers.....	169
B. La disposition précative.....	170
C. Le legs <i>de residuo</i>	171
Section 3. La caducité du testament par disparition de sa cause	171
§1. La cause des testaments.....	172
§2. La caducité par disparition de la cause dans la jurisprudence de la Cour de cassation	173
§3. La caducité par disparition de la cause dans la jurisprudence des juridictions de fond.....	178
§4. Incidence de l'arrêt du 6 mars 2014 de la Cour de cassation	188
§5. Conclusion en matière de caducité.....	191
5. Liquidation-partage des régimes matrimoniaux : mode d'emploi	195
Séverine Bevernaegje Avocat au Barreau de Bruxelles	
Section 1. Modèle de note de liquidation.....	196
§1. L'actif du patrimoine commun/indivis.....	196
I. Les biens immobiliers	199
II. Les avoirs bancaires	201
III. Les contrats d'assurance	201
IV. Les parts sociales	204
§2. Le passif du patrimoine commun/indivis.....	204
§3. Les comptes de récompenses/les comptes de créances	207
§4. Les comptes de l'indivision post-communautaire.....	212
§5. Conclusion.....	213
Section 2. Bref rappel des outils procéduraux à disposition du praticien....	215
Annexe 1 : Calcul de la valeur nette de rachat d'une assurance groupe....	218
Annexe 2 : Arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 15 avril 2016	219

**6. La protection des personnes majeures vulnérables –
Questions choisies au sujet du certificat médical..... 237**

Thomas Van Halteren

Avocat au barreau de Bruxelles

Assistant-doctorant à l'Université libre de Bruxelles

Centre de droit privé – Unité de droit familial

Introduction.....	238
Section 1. Le certificat médical à l'appui d'une demande de mise sous protection judiciaire.....	239
Section 2. Le certificat médical à l'appui d'une demande de levée de l'incapacité pour poser un acte personnel.....	246
Section 3. Éclairage de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle et de la Cour de cassation.....	248
Conclusion.....	260